

Modèle de lettre de notification du licenciement dans l'intérêt du service

Lettre recommandée avec demande d'avis de réception

ou

Lettre remise en main propre contre signature

Expéditeur : (*nom de la collectivité*)

Madame/Monsieur,.....

.....
(*Adresse de l'agent*)

A.....

le

Objet : Notification de licenciement

Madame/Monsieur,

Par courrier en date du (*date du courrier de convocation à entretien préalable*), je vous ai convoqué à un entretien préalable qui a eu lieu le..... (*date*) au sein de la collectivité de (*identité de la collectivité*), au sujet du licenciement dans l'intérêt du service envisagé à votre rencontre, en application de l'article 39-3 du décret n° 88-145 du 15 février 1988, pour le motif suivant (*exposer le ou les motifs justifiant le licenciement : suppression de poste, refus de modification d'un élément substantiel du contrat...*)

(*Le cas échéant*) Préalablement à cet entretien, vous avez été invité(e) à prendre connaissance de votre dossier individuel que vous êtes venu(e) consulter le (*date*) à (*lieu*) **OU** que vous n'êtes pas venu(e) consulter.

Au cours de l'entretien préalable, vous étiez assisté(e) de Madame/Monsieur..... (*nom, prénom et qualité*) **OU** vous avez fait le choix de ne pas vous faire accompagner.

La Commission Consultative Paritaire a été saisie le

(*Si l'agent n'est pas éligible au reclassement*). A la suite de l'avis rendu par la Commission Consultative Paritaire, j'ai décidé de vous licencier.

OU

(Si l'agent est éligible au reclassement) En vertu de l'article 39-5 du décret n°88-145 du 15 février 1988, vous êtes invité(e) à solliciter votre reclassement, avant le *(délai correspondant à la moitié de la durée du préavis)*. Les offres de reclassement vous seront ensuite adressées par courrier.

Si vous ne souhaitez pas être reclassé(e), si votre demande de reclassement est présentée hors délai, si vous refusez la proposition d'emploi qui vous est faite ou si aucun emploi vacant ne peut vous être proposé, vous serez licencié(e) dans l'intérêt du service.

En l'absence de reclassement, tenant compte de la durée de votre préavis qui est de, de vos droits à congés annuels restants, soit *(indiquer le nombre de jours)*, ainsi que des jours acquis au titre de la réduction du temps de travail non pris, soit....*(indiquer le nombre de jours)*, votre licenciement prendra effet dans un délai de jours/mois *(selon la durée du préavis et des congés annuels restants)* à compter de la notification de la présente décision.

A cette même date, vous serez radié(e) des effectifs de *(collectivité ou établissement)* et cesserez d'être rémunéré(e). Un certificat de travail, l'attestation employeur destinée à France Travail ainsi qu'un reçu pour solde de tout compte *(document optionnel)* vous seront alors transmis.

Enfin, je vous informe que vous percevrez une indemnité de licenciement d'un montant de Euros.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de..... dans un délai de deux mois à compter de sa notification.
La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Restant à votre écoute pour tous renseignements complémentaires, je vous prie d'agréer, *Madame, Monsieur*, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Maire/ Le Président